

Délibération n° 2019-003-135 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche des réseaux de transports publics urbains de voyageurs a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des réseaux de transports publics urbains de voyageurs, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche des réseaux de transports publics urbains de voyageurs

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1424

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	13512870	DROIT SOCIAL (MASTER STRASBOURG)	3680	8250	5893	9000
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	13531431	CONTROLE DE GESTION ET AUDIT ORGANISATIONNEL (MASTER ORLEANS)	4182	6500	4888	8250
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	13531523	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (MASTER DIJON)	15177	8750	6500	12106
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	17025507	INGENIEUR DIPLOME DE L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG, SPECIALITE GENIE ELECTRIQUE	7728	9500	8000	11250
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	32025515	ELECTROTECHNIQUE (BTS)	8769	10500	8900	10815

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	35020006	GENIE INDUSTRIEL ET MAINTENANCE GIM (DUT)	8008	9869	8200	10350
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	35025101	GENIE MECANIQUE ET PRODUCTIQUE GMP (DUT)	8342	9616	8480	10500
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	1702000K	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE DE L'UNIVERSITE D'ORLEANS, SPECIALITE GENIE MECANIQUE ET PRODUCTION	7226	9000	7807	11750
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	1702010D	INGENIEUR DIPLOME DE TELECOM PHYSIQUE STRASBOURG, DE L'UNIVERSITE STRASBOURG, SPECIALITE ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE	7751	8820	8000	11125
CPNE des réseaux de transports publics urbains de voyageurs	1702010M	INGENIEUR DIPLOME DE L'EPF ECOLE POLYTECHNIQUE FEMININE, SPECIALITE SYSTEMES INFORMATIQUES ET INDUSTRIELS	12294	9100	8000	11897

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés